



## **COMPTE-RENDU DE LA REUNION** **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU LUNDI 25 SEPTEMBRE 2017**

### **MENTION D'AFFICHAGE**

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **lundi 25 septembre 2017**, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, **le 2 octobre 2017** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune ([www.mairie-leval.fr](http://www.mairie-leval.fr)).

### **CONVOCATION**

Le **15 septembre 2017**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **lundi 25 septembre 2017 à 19 h 30** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du PV de la réunion du 10 août 2017

### **FONCIER**

- Implantation d'une crèche intercommunale sur un terrain communal « Les Grandes Aires » (rétrocession à la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »)
- Convention pour l'occupation privative du domaine public par BOUYGUES (Antenne-relais de « Notre-Dame »)
- Programme Local de l'Habitat (P.L.H.) de la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »
- Régularisation d'emprise suite à l'élargissement du chemin des Vergers (propriété ROUX MATTONE)
- Mise en place d'un régime de déclaration de mise en location dans le centre du village
- Modification de la dénomination de chemins communaux (n° 646 et 675)

### **FINANCES**

- Demande de l'association BILBOK en vue du versement d'un acompte en 2017 sur la dotation financière 2018
- Décisions modificatives des budgets 2017
- Convention sur les conditions de recouvrement des produits locaux
- Modification de la Régie de Recettes « Activités culturelles » (facturation des repas des accompagnants des prestataires des manifestations)
- Ouragan IRMA - Appel aux dons de l'Association des Maires de France

### **PERSONNEL COMMUNAL**

- Création des emplois pour les avancements de grades
- Mise à jour du tableau des effectifs dans le cadre du Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations (P.P.C.R.)
- RIFSEEP (Régime Indemnitaire) pour les Adjoints Techniques et les Agents de Maîtrise

## **DIVERS**

- Ecole Élémentaire du Bicentenaire - Modification de la carte scolaire - Implantation d'un poste d'Adjoint (ouverture d'une classe)
- SYMIELECVAR - Modification des statuts et transfert des compétences du SIE de BARGEMON
- Modification de la composition des Commissions Communales suite à la démission de Conseillers Municipaux
- Communauté d'Agglomération « Provence Verte » - Désignation du Conseiller Communautaire remplaçant Mme Julie BREBAN, démissionnaire
- Désignation de nouveaux délégués auprès des instances suivantes :
  - C.L.E.C.T. (Commission Locale pour l'Evaluation des Charges Transférées à la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »)
  - Fédération des Villes Jumelées et Communes Européennes
  - SIVU du Massif de la Loube
  - P.I.D.A.F.
  - Association des Communes Forestières
- Questions écrites
- Questions orales

## **COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE**

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **lundi 25 septembre 2017**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

**A l'ouverture de la séance, le Conseil Municipal était ainsi composé :**

**Présents :** MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - GAUTIER Rémi - DEBAQUE Christian - BOSSUGE Brigitte - NAL André - VERDON Pierre - GAQUIERE Ingrid - CEMBRANI Romain - COLLAINÉ Olivier - VERMENOUE Christine - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - LEBERQUIER Céline - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

**Absents excusés :** MM. CULINATI Jean (pouvoir donné à Christian DEBAQUE) - MUNIER Denise (pouvoir donné à Olivier COLLAINÉ) - VERLAQUE Marie-Thérèse (pouvoir donné à Brigitte BOSSUGE) -- BOULE AMPHOUX Isabelle (pouvoir donné à Yves COEURDEUIL) - FOURNEL Gilles.

**soit 16 présents et 5 absents excusés dont 4 ayant donné pouvoir, soit 20 votants.**

**A noter que M. FOURNEL est arrivé à partir du dossier sur l'implantation d'une crèche intercommunale.**

**Le nombre de votants est alors passé à 21.**

**Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.**

**Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Jacqueline TURINELLI, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, DGS.**

## **-Approbation du PV de la réunion du 10 août 2017**

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 10 août 2017.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 10 août 2017,

A l'unanimité moins l'abstention de M. Yves COEURDEUIL (absent excusé à ladite réunion),

**APPROUVE** ce document.

## **FONCIER**

**-Implantation d'une crèche intercommunale sur un terrain communal « Les Grandes Aires » (rétrocession à la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »)**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le schéma de développement des structures dédiées à la Petite Enfance mis en place par la Communauté d'Agglomération « Provence Verte » comprend la construction de quatre nouvelles crèches et l'extension d'une crèche existante sur les 5 prochaines années. Une crèche de 40 berceaux est prévue sur LE VAL pour un montant estimatif de 1.691.000 € TTC. Sa réalisation s'étalera de 2019 à 2020.

Elle sera édiflée sur des parcelles communales sises à proximité du Groupe Scolaire, Quartier « Les Grandes Aires » et cadastrées section B n° 571-1207-1208-1210 et 1211 pour une surface globale de 2.368 m<sup>2</sup>.

Pour finaliser ce projet, la Communauté d'Agglomération « Provence Verte » doit disposer de la maîtrise de foncier.

En conséquence, Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur les modalités de mise à disposition de cette unité foncière sachant que, dans le cas particulier des terrains nus, la loi n'impose pas une mise à disposition de plein droit. Ainsi le transfert doit être négocié entre la commune propriétaire et la communauté d'agglomération. Il peut prendre la forme d'une convention de mise à disposition ou de location mais aussi faire l'objet d'une cession.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir pris connaissance du courrier de la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »,

Après avoir consulté les plans cadastraux et topographiques,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**EMET** un accord de principe sur la mise à disposition des parcelles communales cadastrées Section B n° 571-1207-1208-1210 et 1211 pour une surface globale de 2.368 m<sup>2</sup> en vue de la construction d'une nouvelle crèche intercommunale de 40 berceaux.

**DEMANDE** à Monsieur le Maire de procéder aux démarches nécessaires pour la suite à donner à cet accord de principe afin de préparer le dossier administratif adéquat et notamment le projet de convention de mise à disposition qui devra prévoir que la Commune se réserve le droit de récupérer le bien en cas de non affectation du terrain à la construction d'une crèche.

**DEMANDE** à ce que ledit projet de convention soit soumis à une prochaine réunion du Conseil Municipal pour approbation.

**-Convention pour l'occupation privative du domaine public par BOUYGUES (Antenne-relais de « Notre-Dame »)**

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante d'un courrier reçu de la Société « INFRACOS » concernant la convention passée à propos de l'occupation privative du domaine public par « BOUYGUES TELECOM » propriétaire d'une antenne de téléphonie et de communication implantée sur le réservoir d'eau de « Notre-Dame ».

Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE qui indique que « BOUYGUES TELECOM » a créé une société commune avec « SFR », implantée aussi sur le site : « INFRACOS » (« joint venture » ou accord passé entre deux entreprises acceptant de poursuivre ensemble un but précis pour une durée limitée). Il précise que les 2 opérateurs conservent leurs licences d'exploitation, leurs fréquences, et leur politique commerciale.

Il indique que l'avenant proposé par « INFRACOS » annule et remplace le bail passé avec « BOUYGUES TELECOM » en 1999, et ses avenants et que le bail avec « SFR » demeure, cette société n'ayant pas signifié son désengagement à « INFRACOS ».

Il rappelle qu'actuellement « BOUYGUES » s'acquitte d'un loyer annuel de 4.520 € et « SFR » de 4.870 €. « INFRACOS » propose, pour pérenniser l'installation de « BOUYGUES » sur la Commune, de passer un avenant fixant le loyer annuel à 4.600 € nets indexé de 2 % chaque année avec une durée de 12 ans (projet ci-annexé).

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances,  
Après avoir pris connaissance du projet de convention d'occupation privative du domaine public établi par « INFRACOS » au profit de « BOUYGUES TELECOM »,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**ACCEPTE** les termes du projet de convention présenté,

**AUTORISE** M. le Maire à signer ladite convention.

**-Programme Local de l'Habitat (P.L.H.) de la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »**

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que la Communauté d'Agglomération « Provence Verte » lui a transmis copie de la délibération du Conseil Communautaire du 10 juillet 2017 portant instauration d'un Programme Local Habitat sur son territoire.

Il indique qu'en application de l'article 1<sup>er</sup> de la Loi n° 95-74 du 21 janvier 1995, les Communes membres de la C.A.P.V., notamment, doivent délibérer à leur tour pour indiquer si elles acceptent ou non cette association et pour désigner un représentant à cet effet.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien voir se prononcer sur ce dossier.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,  
Après avoir pris connaissance de la délibération du Conseil Communautaire du 10 juillet 2017 portant instauration d'un Programme Local Habitat sur son territoire »,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**ACCEPTE** que la Commune de LE VAL soit associée à l'élaboration du P.L.H.,

**DESIGNE** M. Yves COEURDEUIL en qualité de représentant du Conseil Municipal.



**-Régularisation d'emprise suite à l'élargissement du chemin des Vergers (propriété ROUX MATTONE)**

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que, lors de l'élargissement du chemin des Vergers, un emplacement réservé a été délimité au regard de la propriété ROUX/MATTONE sur laquelle le lotissement « Le Clos des Vergers » a été créé (plan cadastral ci-annexé).

Il indique que la cession de cette bande de terrain constituée par les parcelles cadastrées B 1475 (82 ca) et 1478 (79 ca) n'a jamais été officialisée par un acte (administratif ou notarié) et la propriétaire sollicite sa régularisation (cession à l'euro symbolique).

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien voir se prononcer sur ce dossier.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,  
Après avoir pris connaissance du plan cadastral,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**ACCEPTE** la cession à l'euro symbolique proposée par Mme ROUX-MATTONE à la Commune, pour régulariser l'emprise de l'élargissement du chemin des Vergers conformément au plan d'alignement, des parcelles B 1475 et 1476 pour une superficie totale de 161 m<sup>2</sup>

**DEMANDE** à Monsieur le Maire à procéder aux démarches nécessaires pour mener à bien cette régularisation

**DESIGNE** l'Office Notarial « ATHENOUX-CHARLES » pour rédiger et enregistrer l'acte de cession nécessaire.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'acte notarié ainsi établi.

**-Mise en place d'un régime de déclaration de mise en location dans le centre du village**

Monsieur le Maire indique à l'assemblée délibérante que la loi ALUR (art.92 et 93) et le Code de la Construction et de l'Habitation, dans ses articles L634-1 à L635-11, permettent aux communes volontaires de définir des secteurs géographiques, voire des catégories de logements ou ensembles immobiliers au sein de secteurs géographiques, pour lesquels la mise en location d'un bien par un bailleur est soumise à une déclaration consécutive à la signature du contrat de location.

Il précise que l'article L634-1 du C.C.H., modifié par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art.147, dispose :  
« **I.**-L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'habitat ou, à défaut, le Conseil Municipal peut délimiter des zones soumises à déclaration de mise en location, au regard de l'objectif de lutte contre l'habitat indigne et en cohérence avec le programme local de l'habitat en vigueur et le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées. Ces zones peuvent concerner un ou plusieurs ensembles immobiliers.

**II.**-La délibération mentionnée au I peut fixer, pour chacune des zones géographiques qu'elle délimite, les catégories et caractéristiques des logements qui sont soumis à déclaration. Elle précise la date d'entrée en vigueur du dispositif, qui ne peut être fixée dans un délai inférieur à six mois à compter de la publication de la délibération mentionnée au I, ainsi que le lieu et les modalités de dépôt de la déclaration. »

Monsieur le Maire indique que le COPIL « PLU » a souhaité mettre en place cette procédure de déclaration de mise en location réglementée par les articles L634-1 à L634-5 et R634-1 à R634-5) pour laquelle le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 (CCH, articles R634-1 à R635-4) a défini les modalités réglementaires d'application de ce régime ; les deux arrêtés du 27 mars 2017 fixent les formulaires CERFA relatifs à cette procédure :

- déclaration de mise en location (CERFA 15651\*01).

Cette mesure, simple formalité déclarative, permet à la collectivité locale d'identifier progressivement les logements inconfortables, vétustes ou suspectés de non-décence, dans les immeubles localisés dans le périmètre indiqué sur le plan ci-annexé englobant la totalité du centre du village

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien voir se prononcer sur ce dossier.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,  
Après avoir consulté le plan délimitant le secteur impacté par le régime de déclaration de mise en location,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**ACCEPTE** d'instaurer la zone soumise à déclaration de mise en location telle que figurant sur le plan annexé et englobant l'ensemble du centre du village,

**DEMANDE** à M. le Maire de procéder aux démarches nécessaires pour l'application de cette décision.

#### **-Modification de la dénomination de chemins communaux (n° 646 et 675)**

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante qu'il a été constaté que lors du classement des chemins en 1996, le chemin communal appelé jusque-là « chemin de Paracol » qui prend son origine à la route de Barjols et se poursuit en passant devant la Maison de Retraite, a été dénommé chemin de Saint-Cyriaque-Sud (n° 675). La dénomination « chemin de Paracol » (n° 646) a été donnée au chemin privé situé au sud du chemin des Sables (plan ci-joint).

Pour rétablir cette incohérence, il propose au Conseil Municipal de modifier les dénominations comme suit :

- n° 675 reprend la dénomination chemin de Paracol comme à l'origine (communal)
- n° 646 prend la dénomination chemin des Sables sud (privé)

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien voir se prononcer sur ce dossier.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,  
Après avoir pris connaissance du plan cadastral,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**ACCEPTE** la modification de la dénomination des chemins concernés comme suit :

- n° 675 reprend la dénomination chemin de Paracol comme à l'origine (communal)
- n° 646 prend la dénomination chemin des Sables sud (privé)

**DEMANDE** à Monsieur le Maire à procéder aux démarches nécessaires pour mener à bien cette modification de dénomination auprès des services et organismes concernés.

### FINANCES

#### **-Demande de l'association BILBOK en vue du versement d'un acompte en 2017 sur la dotation financière 2018**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'un Contrat « Enfance-Jeunesse » a été passé avec la Caisse d'Allocations Familiales à compter de 2015 pour une période de 3 ans. Ce C.E.J. prévoyait, dans ses budgets prévisionnels de fonctionnement, une dotation de 15.000 € pour 2016, de 18.000 € pour 2017 et de 20.000 € pour 2018 en faveur de l'association « BILBOK » partenaire de la Commune pour la mise en place des activités en faveur de l'enfance et de la jeunesse.

Il donne la parole à Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée « Affaires scolaires/Enfance/Jeunesse ».

Mme GAQUIERE indique que l'Association « BILBOK » sollicite une avance de 10.000 € sur la dotation de 2018 afin de pouvoir faire face principalement aux dépenses liées aux charges sociales.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée « Affaires scolaires/Enfance/Jeunesse »,  
Considérant les obligations financières de l'association « BILBOK » dès le 4<sup>ème</sup> trimestre 2017, notamment le paiement de ses charges sociales,  
Après en avoir délibéré,

A la majorité : 3 CONTRE : MM. COEURDEUIL - VERDON - Mme BOULE  
1 ABSTENTION : M. FOURNEL

**AUTORISE** Monsieur le Maire à mandater dès à présent, un acompte de 10.000 € sur la dotation 2018 en faveur de l'association « BILBOK »

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 (chapitre 65)

<b>-Décisions modificatives des budgets 2017</b>
--

Monsieur le Maire donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances.

### **BUDGET COMMUNAL**

M. COLLAINE indique au Conseil Municipal que certaines imputations n'ayant pas été suffisamment provisionnées lors du vote du budget communal de 2017, il s'avère nécessaire aujourd'hui de procéder à des virements de crédits pour faire face à des dépenses survenues récemment.

Il donne lecture du document (ci-annexé) reprenant les modifications à apporter aux prévisions budgétaires pour faire face à l'installation d'une téléalarme dans l'ascenseur de la Mairie, au remboursement d'une taxe d'aménagement et à des dotations pour amortissement.

### **BUDGET DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE**

M. COLLAINE indique au Conseil Municipal que certaines imputations n'ayant pas été suffisamment provisionnées lors du vote du budget du Service Public de l'Eau Potable de 2017, il s'avère nécessaire aujourd'hui de procéder à des virements de crédits.

M. COLLAINE indique au Conseil Municipal que certaines imputations n'ayant pas été suffisamment provisionnées lors du vote du budget du Service Public de l'Eau Potable de 2017, il s'avère nécessaire aujourd'hui de procéder à des virements de crédits.

### **BUDGET DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT**

M. COLLAINE indique au Conseil Municipal que certaines imputations n'ayant pas été suffisamment provisionnées lors du vote du budget du Service Public de l'Assainissement collectif de 2017, il s'avère nécessaire aujourd'hui de procéder à des virements de crédits.

Il donne lecture du document (ci-annexé) reprenant les modifications à apporter aux prévisions budgétaires pour permettre l'enregistrement d'une dotation pour amortissement.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINÉ, Conseiller Municipal délégué aux Finances  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** à l'unanimité les décisions modificatives n° 1 des budgets 2017.

### **-Convention sur les conditions de recouvrement des produits locaux**

Monsieur le Maire donne la parole à M. Olivier COLLAINÉ, Conseiller Municipal délégué aux Finances.

M. COLLAINÉ indique au Conseil Municipal qu'une convention, établie par la Trésorerie de Brignoles et transmise à M. le Maire récemment, définit les engagements de la Commune (ordonnateur) et de la Trésorerie (comptable) pour le recouvrement des produits locaux. Cette convention précise les domaines dans lesquels les deux partenaires peuvent développer leur coordination pour parvenir à une amélioration des niveaux de recouvrement des produits attendus par la Collectivité. Elle vise également la mise en œuvre de la sélectivité de l'action en recouvrement des créances locales.

Il en donne lecture à l'assemblée.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINÉ, Conseiller Municipal délégué aux Finances  
Après avoir pris connaissance de la convention proposée par la Trésorerie,  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** à l'unanimité les termes de cette convention

**AUTORISE** M. le Maire à la signer.

### **-Modification de la Régie de Recettes « Activités culturelles » (facturation des repas des accompagnants des prestataires des manifestations)**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibérations des 09 août 2010, 21 juin 2012 et 20 juin 2014, le prix des repas festifs a été fixé pour les adultes à 12 € pour la macaronade (sans animation) et à 15 € pour les repas de la Fête de la Fontaine et des autres repas (sans animation). Pour les repas « enfant » pour chacune des manifestations, gratuité jusqu'à 6 ans, 5 € de 6 à 12 ans et tarif adulte à partir de 13 ans.

Madame Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée aux « Affaires Culturelles » propose à l'assemblée délibérante d'instaurer des tarifs spécifiques pour les repas des personnes accompagnants les différents intervenants lors des manifestations organisées par la Commune. En effet, les tarifs actuels ne prévoient pas l'encaissement des repas de cette nature mais cela fait suite aux demandes récurrentes des organisateurs des manifestations festives.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée aux « Affaires Culturelles »,

Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,



**APPROUVE** les tarifs des repas festifs comme suit :

Pour les adultes :

- |   |      |
|---|------|
| ➤ Macaronade  | 12 € |
| ➤ Repas Fête de la Fontaine et autres repas festifs | 15 € |
| ➤ Repas « accompagnant intervenant »                | 6 €  |

Pour les enfants

Pour l'ensemble des repas festifs (macaronade, Fête de la Fontaine, autres repas) :

- |                      |              |
|----------------------|--------------|
| ➤ Jusqu'à 6 ans      | gratuité     |
| ➤ De 6 à 12 ans      | 5 €          |
| ➤ A partir de 13 ans | tarif adulte |

Pour les repas « accompagnant intervenant » :

- |                      |              |
|----------------------|--------------|
| ➤ Jusqu'à 6 ans      | gratuité     |
| ➤ De 6 à 12 ans      | 3 €          |
| ➤ A partir de 13 ans | tarif adulte |

**PRECISE** que ces recettes seront enregistrées au sein de la régie de recettes « Activités culturelles » selon les tarifs indiqués.

**-Ouragan IRMA - Appel aux dons de l'Association des Maires de France**

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée délibérante d'un courrier du Président des Maires du Var lançant un appel à la solidarité auprès des communes varoises pour venir en aide aux Antilles Françaises, suite aux dégâts matériels et humains occasionnés par le passage de l'ouragan Irma.

Il demande au Conseil Municipal d'étudier cette demande avec toute la bienveillance possible.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**DECIDE** d'accorder une subvention de 2.000 € aux collectivités territoriales des Antilles Françaises touchées par cet ouragan, vu les dégâts très importants occasionnés.

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Commune (chapitre 65).

**PERSONNEL COMMUNAL**

**-Création des emplois pour les avancements de grades**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la politique municipale visant à veiller au bon déroulement des carrières du personnel communal, il est souhaitable que les agents qui réunissent les conditions d'ancienneté dans leur grade et qui donnent satisfaction dans leur manière d'accomplir leurs missions, puissent bénéficier d'un avancement, ceci dans le respect des besoins des services et des crédits budgétaires. Il en est de même pour ceux ayant réussi un concours ou un examen.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale chargée du Personnel Communal.

M. DEBAQUE informe l'assemblée que la Commission du Personnel réunie le 19 septembre 2017 a étudié les propositions d'avancement. Il précise que :

-Sept agents techniques peuvent prétendre à un avancement de grade (d'adjoint technique à adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe) rétroactivement à compter du mois de mai 2017. Les nouveaux emplois (7) sont donc à créer et les anciens (7) à supprimer.

-Deux autres agents administratifs peuvent prétendre à la même date à un avancement de grade (d'adjoint administratif à adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe) mais un poste étant actuellement vacant, seul 1 poste est à créer et 1 à supprimer.

-Un agent du patrimoine (Point Accueil) peut prétendre à la même date à l'avancement du grade d'Adjoint du Patrimoine à celui d'Adjoint du Patrimoine Principal de 2<sup>ème</sup> classe. Le nouveau poste n'est pas à créer car vacant mais l'ancien est à supprimer.

-Un adjoint administratif ayant réussi le concours d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe, ce poste doit être créé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et son ancien poste supprimé.

-Trois agents des Services Techniques ont avancé de grade (d'adjoint technique à adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe) au 1<sup>er</sup> janvier 2017 suite à la réussite de l'examen professionnel de l'un d'entre eux

Le Conseil Municipal doit en conséquence supprimer les emplois actuels et créer les nouveaux :

**1°) à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017 :**

**Création :**

- 1 Adjoint Administratif Principal de 2<sup>ème</sup> classe
- 7 Adjoints Techniques Principaux de 2<sup>ème</sup> classe

**Suppression :**

- 7 Adjoints Techniques
- 1 Adjoint du Patrimoine

**2°) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 :**

**Création :**

- 1 Adjoint Administratif Principal de 2<sup>ème</sup> classe

**Suppression :**

- 1 Adjoint Administratif

M. DEBAQUE précise que ces propositions d'avancement seront soumises à la Commission Administrative Paritaire du Centre de Gestion de la FPT d'octobre prochain.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice Président de la Commission du Personnel Communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** la proposition de Monsieur le Maire quant à **créer** :

**à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017** les emplois permanents à temps complet suivants :

- 1 Adjoint Administratif Principal de 2<sup>ème</sup> classe
- 7 Adjoints Techniques Principaux de 2<sup>ème</sup> classe
- 

**et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018** : les emplois permanents à temps complet suivants :

- 1 Adjoint Administratif Principal de 2<sup>ème</sup> classe

et à supprimer aux mêmes dates les emplois suivants :

- 7 Adjoints Techniques
- 1 Adjoint du Patrimoine
- 1 Adjoint Administratif

**PRECISE** qu'en cas de rejet de la proposition d'avancement d'un des agents promouvables par la C.A.P. devant se réunir courant octobre 2017, l'emploi d'origine sera restauré

**INDIQUE** que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière des agents nommés sur ces emplois seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

**CHARGE** Monsieur le Maire de nommer les agents en question dans les conditions réglementairement fixées

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

**-Mise à jour du tableau des effectifs dans le cadre du Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations (P.P.C.R.)**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, suite à la mise en place du protocole des Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (P.P.C.R.) et ses implications sur les différents cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale, et plus particulièrement sur les agents appartenant à la catégorie C, il s'avère nécessaire d'actualiser le tableau des effectifs de la Commune à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2017 afin de prendre en compte les modifications réglementaires imposées par la nouvelle architecture des cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale et notamment les nouvelles dénominations.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel.

M. Christian DEBAQUE commente un tableau récapitulatif (annexé à la présente). Ce tableau synthétique reprend les anciennes dénominations des emplois, les nouvelles et le nombre de postes concernés par grade.

M. DEBAQUE propose au Conseil Municipal de supprimer les emplois vacants du secteur « technique » en tout ou en partie. Ces emplois sont devenus vacants dans le passé suite à l'avancement de grade de leur titulaire mais n'ont pas été supprimés dans l'éventualité d'embauches futures, ce qui n'est plus d'actualité vu les contraintes budgétaires.

Il informe l'assemblée que la Commission du Personnel réunie le 19 septembre 2017 a étudié cette proposition de mise à jour du tableau des effectifs et a émis un avis favorable.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** le tableau des effectifs établi conformément aux dispositions du P.P.C.R.,

**DECIDE** de supprimer les emplois vacants suivants :

-4 postes d'Adjoint Technique

-1 poste d'Agent de Maîtrise Principal

## **-RIFSEEP (Régime Indemnitaire) pour les Adjoints Techniques et les Agents de Maîtrise**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'une délibération a été prise le 27 juin 2017, par le Conseil Municipal, pour la mise en place du RIFSEEP. Elle tenait compte des arrêtés ministériels des corps de référence de l'Etat fixant les cadres d'emplois éligibles à ce nouveau régime indemnitaire. Pour notre Collectivité ces derniers étaient les suivants :

- Attachés territoriaux
- Rédacteurs territoriaux
- Adjoints administratifs
- ATSEM
- animateurs territoriaux
- Adjoints d'animation,
- Adjoints du patrimoine

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal.

M. DEBAQUE indique à l'assemblée délibérante que, pour la filière technique, catégorie C, aux termes de l'arrêté interministériel du 16 juin 2017 (publié au Journal Officiel du 12 août dernier) le corps des adjoints techniques du Ministère de l'Intérieur a adhéré au RIFSEEP, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2017. En conséquence, cela permet de mettre en place ce régime indemnitaire pour les agents de notre Collectivité des cadres d'emplois suivants :

- Adjoints techniques
- Agents de maîtrise

Il précise que :

-les modalités de mise en place du RIFSEEP pour ces agents seront identiques à celles prises dans la délibération du 27 juin 2017, à savoir composé :

- d'une part fixe : l'indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire;
- d'une part variable : le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA). Cette indemnité complémentaire n'est pas obligatoire.

-les montants maximum sont fixés dans la limite des plafonds déterminés et applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions.

-ce régime indemnitaire est versé mensuellement et est proratisé en fonction du temps de travail. Ces primes sont diminuées à raison de 1/30<sup>ème</sup> dès le 1<sup>er</sup> jour de maladie ordinaire, longue maladie, maladie de longue durée à l'exception des congés annuels, congés de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, des accidents de travail.

Le Conseil Municipal doit donc instaurer le RIFSEEP pour la filière technique (catégorie C) et autoriser M. le Maire à fixer les montants individuels selon les critères définis ci-dessus dans la limite du crédit global ainsi que des plafonds et des coefficients de modulation individuelle maxima déterminés par la réglementation.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,



Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques et d'Agents de Maîtrise des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'avis du comité technique en date du 19 septembre 2017,

**Considérant** qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des indemnités, il est proposé à l'assemblée délibérante d'instituer comme suit la mise en œuvre du RIFSEEP :

**Considérant** que le nouveau régime indemnitaire tient compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) et qu'il est composé de deux parties :

- Une part fixe : l'indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire;
- 
- Une part variable : le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA). Cette indemnité complémentaire n'est pas obligatoire.

L'IFSE et le CIA sont exclusifs, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature mais ils sont cumulables avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées,
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat,
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail,
- Les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou jours fériés,
- Les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail,
- La prime de fin d'année
- La NBI (nouvelle bonification indiciaire),

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante d'instituer selon les modalités ci-après et, dans la limite des textes applicables la Fonction Publique de l'Etat, le RIFSEEP,

### **I. Mise en place de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)**

#### **Article 1 - Le principe :**

L'IFSE vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle. Elle est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

#### **Article 2 - Les bénéficiaires :**

L'IFSE s'adresse aux agents titulaires, stagiaires, à temps complet, temps partiel et à temps non complet de la Collectivité.

Dans notre Commune les cadres d'emplois concernés sont : adjoints techniques et agents de maîtrise.

L'IFSE devra garantir le maintien des montants individuels attribués à chaque bénéficiaire du régime indemnitaire antérieur.

### **Article 3 - La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :**

Chaque part de l'IFSE correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrements, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel

Le tableau d'IFSE proposé au vote du Conseil Municipal figure en annexe.

### **Article 4 - Le réexamen du montant de l'IFSE :**

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions,
- au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent,
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion

### **Article 5 - Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE :**

Comme c'était déjà le cas avec, le régime indemnitaire précédent, l'IFSE sera diminuée à raison de 1/30<sup>ème</sup> dès le 1<sup>er</sup> jour de maladie ordinaire, longue maladie, maladie de longue durée à l'exception des congés annuels, congés de maternité, de paternité et d'accueil ou d'adoption d'enfant, des accidents de travail.

En outre, l'IFSE pourra être diminuée ou supprimée en cas de sanction disciplinaire par voie d'arrêté individuel.

### **Article 6 - Périodicité de versement de l'IFSE :**

L'IFSE sera versée mensuellement. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

### **Article 7 - Clause de revalorisation :**

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

## **II. Mise en place du complément indemnitaire annuel (CIA)**

### **Article 1 - Le principe :**

Le CIA est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir

### **Article 2 - Les bénéficiaires :**

Comme l'IFSE, le CIA s'adresse aux agents titulaires, stagiaires, à temps complet, temps partiel et à temps non complet de la Collectivité.

Les cadres d'emplois sont les mêmes que ceux concernés par l'IFSE : adjoints techniques et agents de maîtrise.

### **Article 3 - La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :**

Selon la même détermination des groupes de fonctions et des montants maxima défini à l'article 2 et 3 relatifs aux modalités applicables à l'IFSE, chaque part du CIA correspond à un montant fixé dans la limite des plafonds déterminés et applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Chaque cadre d'emplois relevant de la filière technique est réparti en groupes de fonctions selon la catégorie C dont les plafonds figurent en annexe.

### **Article 4 - Les modalités de maintien ou de suppression du CIA :**

Le versement du CIA sera conditionné cumulativement par les impératifs budgétaires et les résultats de l'entretien professionnel.

Comme c'était déjà le cas avec le régime indemnitaire précédent, le CIA sera diminuée à raison de 1/30<sup>ème</sup> dès le 1<sup>er</sup> jour de maladie ordinaire, longue maladie, maladie de longue durée à l'exception des congés annuels, congés de maternité, de paternité et d'accueil ou d'adoption d'enfant, des accidents de travail.

En outre, le CIA pourra être diminué ou supprimé par arrêté individuel en cas de sanction disciplinaire.

#### **Article 5 – Périodicité de versement du CIA :**

Le Complément Indemnitaire Annuel fera l'objet d'un versement mensuel et ne sera pas automatiquement reconductible d'une année sur l'autre. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail et sera modulable en fonction de la manière de servir et des objectifs réalisés et actés lors des entretiens d'évaluation.

#### **Article 6 – Clause de revalorisation :**

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal,

Après en avoir délibéré,

**A l'unanimité,**

**DECIDE** d'instituer, selon les modalités ci-dessus exposées, conformément au tableau figurant en annexe et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) ainsi que le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) aux agents titulaires, stagiaires à temps complet, non complet et à temps partiel de la Commune, relevant des cadres d'emplois suivants :

- Adjoints Techniques
- Agents de Maîtrise

**AUTORISE** Monsieur le Maire à fixer les montants individuels selon les critères définis ci-dessus dans la limite du crédit global ainsi que des plafonds et des coefficients de modulation individuelle maxima déterminés par la réglementation.

**INDIQUE** que les crédits nécessaires sont prévus au budget, chapitre 012.

**PRECISE** que la présente délibération prendra effet rétroactivement à compter du 01/07/2017.

### **DIVERS**

**-Ecole Elémentaire du Bicentenaire - Modification de la carte scolaire - Implantation d'un poste d'Adjoint (ouverture d'une classe)**

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires.

Mme GAQUIERE informe le Conseil Municipal que Monsieur l'Inspecteur d'Académie, suite à l'examen de la situation scolaire pour la rentrée 2017/2018 de l'Ecole Publique Elémentaire du Bicentenaire (effectif prévisionnel), a décidé de procéder à l'implantation d'un poste d'enseignant.

En conséquence, une classe de cette école va rouvrir.

Cette mesure de carte scolaire doit être soumise au Conseil Municipal.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Madame Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires

Après en avoir délibéré,

**A l'unanimité,**

**PREND ACTE** de l'implantation d'un poste d'enseignant à l'Ecole Publique Elémentaire du Bicentenaire du VAL.

**Modification des statuts**

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux et délégué auprès du SYMIELECVAR.

M. DEBAQUE informe le Conseil Municipal que le Comité Syndical du SYMIELECVAR a délibéré favorablement le 30 mars 2017 pour la modification des statuts du Syndicat.

Il indique que, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à la loi n° 2004-809 du 13/08/2004, les collectivités adhérentes au syndicat doivent entériner ces modifications.

Il précise que cet accord doit être formalisé par une délibération du Conseil Municipal.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux et délégué auprès du SYMIELECVAR,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**DECIDE** d'accepter les nouveaux statuts du SYMIELECVAR

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces à intervenir pour mettre en œuvre cette décision.

**Adhésion et transfert de compétences du SIE de BARGEMON**

Monsieur le Maire indique à l'assemblée délibérante que le SIE de BARGEMON a délibéré le 28 avril 2017 afin d'adhérer au SYMIELECVAR et de lui transférer l'intégralité de ses compétences, à savoir :

- 1°) organisation de la distribution publique d'électricité sur le territoire des Communes adhérentes
- 2°) réalisation des travaux d'investissement sur les réseaux d'éclairage public.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR.

M. DEBAQUE indique que, par délibération n° 56 du 13 juin 2017, le Conseil Syndical du SYMIELECVAR a approuvé l'adhésion du SIE de BARGEMON et le transfert de ses compétences.

Conformément à l'article L 5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Collectivités adhérentes au SYMIELECVAR doivent se prononcer par délibération sur cette décision dans le délai de trois mois suivant sa notification. L'absence de décision dans le délai vaut avis favorable.

Si la majorité des collectivités adhérentes est favorable à cette adhésion, dans les conditions de majorité requises par l'article L 5211-5 du C.G.C.T., le SIE de BARGEMON sera dissous de plein droit et ses 7 communes membres (AMPUS, BARGEMON, CALLAS, CHATEAUDOUBLE, CLAVIERS, FIGANIERES et MONTFERRAT) seront automatiquement adhérentes au SYMIELECVAR pour les compétences transférées.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**ACCEPTE** l'adhésion et le transfert de compétences du SIE de BARGEMON au profit du SYMIELECVAR,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.



**-Modification de la composition des Commissions Communales suite à la démission de Conseillers Municipaux**

Monsieur le Maire indique que suite à la démission de Mesdames Patricia INGRASSIA, Julie BREBAN, Annette PASQUET et de Monsieur Xavier GIRAUD de leurs fonctions d'Adjoint et de Conseiller Municipal et de Mesdames Pascale RIHAL et Pénélope REES et de Monsieur Gaby LANGE de leur fonction de Conseiller Municipal, la composition des commissions communales doit être revue.

Il donne lecture de la composition actuelle de chacune et demande aux Conseillers Municipaux de bien vouloir indiquer s'ils souhaitent en devenir membres.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**DECIDE** de procéder à la désignation directe des nouveaux membres des commissions communales (selon la volonté de chacun de s'inscrire ou de se radier) et ceci sans avoir recours au scrutin secret,

**ACCEPTE** la nouvelle composition des commissions communales comme indiqué dans le tableau ci-annexé.

**-Communauté d'Agglomération « Provence Verte » - Désignation du Conseiller Communautaire remplaçant Mme Julie BREBAN, démissionnaire**

Monsieur le Maire indique que la Commune disposait de deux sièges de conseillers communautaires, l'un attribué à M. le Maire en qualité de Vice-Président, et l'autre à Mme BREBAN en qualité de membre. Mme Julie BREBAN, ayant démissionné du Conseil Municipal, a perdu sa qualité de membre du Conseil Communautaire de la C.A.P.V.

M. le Maire indique que les modalités de remplacement du siège de Conseiller Communautaire devenu vacant varient selon la population de la commune.

Pour les communes de plus de 1000 habitants, celles-ci sont fixées par l'article L. 273-10 du Code Electoral. Aux termes de cet article, le Conseiller Communautaire démissionnaire est remplacé par le candidat de même sexe, élu conseiller municipal, suivant sur la liste des candidats au siège de conseiller communautaire sur laquelle le candidat à remplacer a été élu. S'il n'y en a plus ou pas de même sexe, il est fait appel au premier Conseiller Municipal de même sexe sur la liste des Conseillers Municipaux non Conseillers Communautaires. Dans l'impossibilité de procéder ainsi, le poste reste vacant jusqu'au prochain renouvellement du Conseil Municipal de la Commune.

Dans le cas du VAL, Mme INGRASSIA ayant également démissionné, seul M. André NAL figure toujours sur la liste des Conseillers Communautaires élus en 2014 pour la majorité (M. Yves COEURDEUIL au titre de l'opposition).

En conséquence, la première Conseillère Municipale de la liste de la majorité pouvant prétendre à sa nomination pour remplacer Mme BREBAN est Mme Jacqueline TURINELLI.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir procéder à sa nomination en qualité de membre du Conseil Communautaire de la C.A.P.V.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**DESIGNE** Mme Jacqueline TURINELLI, 1<sup>ère</sup> Adjointe en qualité de Conseillère Communautaire au sein de la Communauté d'Agglomération « Provence Verte ».

**-Désignation de nouveaux délégués auprès des instances suivantes :**

**-C.L.E.C.T. (Commission Locale pour l'Evaluation des Charges Transférées à la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »)**

Monsieur le Maire indique que la Commune avait nommé, par délibération du 20 juin 2014, deux représentants du Conseil Municipal auprès de la C.L.E.C.T. (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées), soit Mme Julie BREBAN en qualité de titulaire et Mme Annette PASQUET en qualité de suppléante.

Mmes Julie BREBAN et Annette PASQUET, ayant démissionné du Conseil Municipal, ont perdu leur qualité de représentantes du Conseil Municipal auprès de la C.L.E.C.T.

M. le Maire indique qu'après concertation, MM. COLLAINE Olivier et KINET Jean-Luc se proposent pour remplacer les démissionnaires.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir procéder à leur nomination en qualité de membres de la C.L.E.C.T.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

### **DESIGNE :**

-M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal, en qualité de représentant titulaire du Conseil Municipal auprès de la CLECT

-M. Yves COEURDEUIL, Conseiller Municipal, en qualité de représentant suppléant.

**-Fédération des Villes Jumelées et Communes Européennes**

Monsieur le Maire indique que la Commune avait nommé, par délibération du 24 avril 2014, deux représentants du Conseil Municipal auprès de la Fédération des Villes Jumelées et des Communes Européennes, soit M. André NAL en qualité de titulaire et Mme Pénélope REES en qualité de suppléante. Celle-ci ayant démissionné du Conseil Municipal, a perdu sa qualité de représentante du Conseil Municipal auprès de cette instance.

M. le Maire indique qu'après concertation, M. Gilles FOURNEL se propose pour remplacer Mme REES.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir procéder à sa nomination en qualité de délégué suppléant auprès de la Fédération des Villes Jumelées et des Communes Européennes

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité moins 1 CONTRE : Mme LEBERQUIER,

**DESIGNE** M. Gilles FOURNEL, Conseiller Municipal, en qualité de représentant suppléant du Conseil Municipal auprès de la Fédération des Villes Jumelées et des Communes Européennes.

**-SIVU du Massif de la Loube**

Monsieur le Maire indique que la Commune avait nommé, par délibérations du 24 avril et du 20 juin 2014, trois représentants du Conseil Municipal auprès du SIVU DU MASSIF DE LA LOUBE, soit MM. Rémi GAUTIER et Jean CULINATI en qualité de titulaires et Mme Pascale RIHAL en qualité de suppléante. Celle-ci ayant démissionné du Conseil Municipal, a perdu sa qualité de représentante du Conseil Municipal auprès de cette instance.

M. le Maire indique qu'après concertation, M. Christian DEBAQUE se propose pour remplacer Mme RIHAL.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir procéder à sa nomination en qualité de délégué suppléant auprès du SIVU DU MASSIF DE LA LOUBE.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**DESIGNE** M. Christian DEBAQUE, Adjoint, en qualité de représentant suppléant du Conseil Municipal auprès du SIVU DU MASSIF DE LA LOUBE.

**-P.I.D.A.F.**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que cette désignation de représentants du Conseil Municipal est annulée suite à l'information donnée récemment par la Communauté d'Agglomération « Provence Verte » indiquant que le PIDAF avait été transféré à la CAPV.

Des renseignements complémentaires seront demandés pour connaître les conséquences de ce transfert sur les projets votés au PIDAF pour le territoire valais.

**-Association des Communes Forestières**

Monsieur le Maire indique que la Commune avait nommé, par délibération du 24 avril 2014, deux représentants du Conseil Municipal auprès de l'ASSOCIATION DES COMMUNES FORESTIERES DU VAR, soit MM. Rémi GAUTIER, en qualité de titulaire et GIRAUD Xavier en qualité de suppléant.

M. Xavier GIRAUD ayant démissionné du Conseil Municipal, a perdu sa qualité de représentant du Conseil Municipal auprès de cette instance.

M. le Maire indique qu'après concertation, M. Gilles FOURNEL se propose pour remplacer M. GIRAUD.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir procéder à sa nomination en qualité de délégué suppléant auprès de l'ASSOCIATION DES COMMUNES FORESTIERES DU VAR.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité moins 2 CONTRE : Mme LEBERQUIER et M. KINET,

**DESIGNE** M. Gilles FOURNEL, Conseiller Municipal, en qualité de représentant suppléant du Conseil Municipal auprès de l'ASSOCIATION DES COMMUNES FORESTIERES DU VAR.

**-Compte-rendu du Maire sur les décisions prises dans le cadre des délégations reçues du Conseil Municipal**

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,  
Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,  
Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 19 juillet 2017, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations.

N° 23 21/07/2017	Annulation de la décision 21/2017 suite à modification de zonage PLU (suppression OAP Jean Val)	
N° 24 27/07/2017	Renouvellement de concession trentenaire LEFRANCOIS née BUFFET Marcelle	
N° 25 27/07/2017	Décision d'ester en justice Monsieur Daniel SABATIER c/Commune LE VAL	
N° 26 27/07/2017	Décision d'ester en justice Monsieur Hervé AUTHOSSERRE c/Commune LE VAL	
N° 27 24/08/2017	Acceptation de la proposition commerciale du Bureau Veritas pour la Coordination Sécurité Santé - Chapelle Notre Dame de Pitié. Bureau Veritas	3 610,00 €
N° 28 24/08/2017	Attribution de la mission diagnostic amiante contrôle réglementaire repérage de l'amiante avant travaux dans la Chapelle de Notre Dame de Pitié. UGAP	464,45 €
N° 29 24/08/2017	Attribution de la mission de surveillance de la qualité de l'air dans les établissements de la petite enfance de la commune de Le Val. UGAP	3 448,62 €
N° 30 05/09/2017	Attribution des travaux de mise en place d'une téléalarme dans l'ascenseur de la mairie. KONÉ	1 815,48 €
N°31 11/09/2017	Rétrocession concession - M et Mme RICHARD	
N° 32 19/09/2017	Attribution de la mission de contrôle périodique des bâtiments et des engins de levage. UGAP	5 527,09 €

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**PREND ACTE** des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 19 juillet 2017, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

**-Questions écrites**

NEANT

**-Questions orales**

Les questions orales seront transcrites dans le procès-verbal de la réunion.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 22h30.



LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,

  
Bernard SAULNIER

# LE VAL - COMMISSIONS COMMUNALES

Président de droit de chaque commission : M. Bernard SAULNIER, Maire

à compter de septembre 2017

URBANISME - FONCIER FORET - RIVIERE	
Vice-Président :	Rémi GAUTIER
Membres :	Olivier COLLAINE Pierre VERDON Romain CEMBRANI Yves COEURDEUIL Jean-Luc KINET Gilles FOURNEL

FINANCES - BUDGETS ETUDES	
Vice-Président :	Olivier COLLAINE
Membres :	Pierre VERDON Romain CEMBRANI Isabelle BOULE-AMPHOUX Céline LEBERQUIER Jean-Luc KINET

INFORMATIONS LOCALES COMMUNICATION	
Vice-Président :	Olivier COLLAINE
Membres :	Jean CULINATI Denise MUNIER Aymeric PAZ Gilles FOURNEL

ENVIRONNEMENT (eau-assainissement-hygiène) DECHETS (tri sélectif-déchetterie) ENERGIES NOUVELLES - SIGNALÉTIQUE	
Vice-Président :	Jean CULINATI
Membres :	Rémi GAUTIER André NAL Yves COEURDEUIL Gilles FOURNEL Jean-Luc KINET

AGRICULTURE - ESPACE NATUREL ENVIRONNEMENT	
Vice-Président :	Rémi GAUTIER
Membres :	Ingrid GAQUIERE Romain CEMBRANI Yves COEURDEUIL Jean-Luc KINET Aymeric PAZ Gilles FOURNEL

ASSOCIATIONS CULTURELLES MEDIATHEQUE - PATRIMOINE - FESTIVITES	
Vice-Président :	Ingrid GAQUIERE
Membres :	Denise MUNIER Olivier COLLAINE Aymeric PAZ Gilles FOURNEL

AFFAIRES SOCIALES	
Vice-Président :	Jacqueline TURINELLI
Membres :	Brigitte BOSSUGE Isabelle BOULE-AMPHOUX Sylviane DONADEY

AFFAIRES SCOLAIRES ENFANCE - JEUNESSE	
Vice-Président :	Ingrid GAQUIERE
Membres :	Brigitte BOSSUGE Denise MUNIER Isabelle BOULE-AMPHOUX Jean-Luc KINET

ASSOCIATIONS SPORTIVES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS	
Vice-Président :	Christian DEBAQUE
Membres :	Marie-Thérèse VERLAQUE Olivier COLLAINE Romain CEMBRANI Aymeric PAZ Sylviane DONADEY

TRAVAUX DE BATIMENTS ET DE VOIRIE	
Vice-Président :	Christian DEBAQUE
Membres :	Jean CULINATI André NAL Romain CEMBRANI Yves COEURDEUIL Gilles FOURNEL Jean-Luc KINET Céline LEBERQUIER

POLICE MUNICIPALE	
Vice-Président :	Christian DEBAQUE
Membres :	Jean CULINATI Pierre VERDON Marie-Thérèse VERLAQUE Gilles FOURNEL Jean-Luc KINET

SECURITE ET PREVENTION	
Vice-Président :	Jean CULINATI
Membres :	Marie-Thérèse VERLAQUE Pierre VERDON Gilles FOURNEL Jean-Luc KINET

PERSONNEL COMMUNAL	
Vice-Président :	Christian DEBAQUE
Membres :	Jacqueline TURINELLI Jean CULINATI Sylviane DONADEY Jean-Luc KINET Gilles FOURNEL Céline LEBERQUIER